**AJB - CADDL - CCVC/Ouaga - CDAIP - CNP/NZ**

**Collectif syndical CGT-B - Balai Citoyen - Association Kébayina**

**des femmes du Burkina - MBDHP - ODJ - UGEB - REN-LAC - CISC SYNAMUB - Association Yam paalga - Collectif JOLA Menacés**

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

L

es structures membres du Collectif d’organisations syndicales et de la société civile ayant appelé à la tenue d’un meeting pour le 31 octobre 2023, apprennent avec une vive indignation, qu’à la suite de l’animation d’une émission intitulée « Dimanche politique » sur Radio Oméga le dimanche 28 janvier 2024, au cours de laquelle il a opiné sur la situation sociopolitique nationale, le camarade Moussa Diallo, Secrétaire Général de la CGT-B (membre du Collectif) a vu son domicile encerclé aux premières heures du lundi 29 janvier 2024 par des individus, se disant de la Police, avec l’intention manifeste de procéder à son arrestation.

Il y a lieu d’attirer l’attention et de prendre l’opinion nationale et internationale à témoin sur le fait que, depuis l’annonce de la tenue du meeting du 31 octobre 2023 - que nos structures, en toute responsabilité, ont suspendu - nos organisations et leurs responsables font l’objet de provocations et menaces diverses et multiformes de la part du pouvoir du MPSR II et ses soutiens zelés.

La maturité de nos Organisations, soutenue par leur sens élevé de responsabilité, fait que jusqu’à présent elles n’ont pas daigné répondre à ces provocations puériles et infantiles.

Hélas, il apparait de plus en plus évident que les dirigeants du MPSR II ont opté pour la voie de la fascisation ouverte comme stratégie de préservation de leur pouvoir.

En témoigne la longue liste d’enlèvements et de réquisitions forcées, dont entre autres ceux de :

* **El hadj Mahamoudou DIALLO,** Imam de la mosquée de Sikassossira**,**
* **Anselme KAMBOU,** opérateur économique ;
* **Wahabou Drabo**, ministre des sports sous le MPSR I ;
* **Docteur Daouda Diallo** secrétaire exécutif du CISC ;
* **Idrissa KABORE**, habitant à Pouytenga ;
* **Docteur Ablassé Ouédraogo,** président du parti *Le Faso Autrement* ;
* **Lamine Ouattara** du MBDHP ;
* Maître **Guy Hervé Kam**, avocat à la cour et coordonnateur du mouvement SENS.

Une telle situation est inacceptable.

Nos organisations rappellent une fois de plus aux dirigeants et animateurs du MPSR II que leurs militants, ensembles avec bien d’autres composantes du peuple burkinabè, ont payé de leur sueur et de leur sang pour la conquête d’espaces de libertés dans notre pays.

A ces espaces-là, nous tenons et y tiendrons, quoi qu’il advienne !

Pour l’heure et en toute responsabilité, nos organisations appellent leurs militants et sympathisants, les démocrates, progressistes et les populations de notre pays à se mobiliser contre les enlèvements, les réquisitions punitives et pour la préservation des libertés démocratiques chèrement acquises.

**Nan Laara An Saara !**

Ouagadougou, le 29 janvier 2024